



Budapestre vonatkozó újságcikk

Oszályozás

9.439

Szerző: Ed. Ch.

Hely

Cím: la faillite du bolchevisme

Idő

"1919"

Forrás: Journal de Genève

Személy

Genève

1919. 10. 5

Helyszám

(Hely)

(Idő)

(Köt. v. füz.)

(Oldal)

La faillite du bolchevisme

Tandis que le général russe Denikine, après s'être emparé de Kamichin et de Pultava, menace les communications des bolcheviks avec Astrakan, Bela Kun s'enfuit en Autriche.

Mauvais calcul. Entre le moment où le dictateur communiste hongrois prit sa décision et celui où il put l'exécuter, le chef du gouvernement autrichien, Bauer, sur lequel il avait toutes raisons de pouvoir compter, s'était vu contraint de résilier ses fonctions: la République d'Autriche se refusait à suivre plus longtemps un guide qui la menait tout droit au bolchevisme et sabotait son avenir en gestation dans les hôtels de Saint-Germain.

Battu et contraint à la retraite dans plusieurs pays où il avait pensé, un temps, assurer son pouvoir, le bolchevisme, habilement camouflé, tentait, à la faveur de grèves diverses, de perpétrer ailleurs ses crimes. L'Italie, la Belgique, les Etats-Unis, l'Angleterre, la Suisse, d'autres nations encore virent des éléments de trouble et de désordre engager des ouvriers à ne plus travailler, et cela sous prétexte de vie chère, sans se rendre compte, ou en se rendant parfaitement compte que la cessation du travail entraîne la misère et que, de la misère, il est facile de faire naître le mécontentement, élément essentiel de toute révolution.

Cette fois encore, les bolchevistes en furent pour leurs frais. Pourtant ils n'avaient pas ménagé l'argent volé dont quelques-uns d'entre eux disposent. En Italie, le gouvernement Nitti a su mettre le holà aux hurlements des tapageurs; en Belgique et en Angleterre, des mesures ont été prises qui réduisent les malentendus sociaux; aux Etats-Unis, le président Wilson intervient personnellement pour régler le différend; en Suisse, un peu de fermeté empêche un désastre.

Bela Kun et ses comparses ont fait place à un gouvernement qui s'intitule « gouvernement

de la République populaire hongroise ». C'est durer encore très longtemps. Un fait est certain: c'est que les peuples instruits n'en veulent pas. Non point qu'ils soient exempts de souffrances et que, chez eux, la vie soit particulièrement facile, mais ils savent trop qu'en accumulant les haines on accumule les ruines. Ce qui vient de se passer en Suisse est caractéristique à cet égard. A la suite d'une grève de teinturiers, une femme, Rosa Grimm, bolcheviste notoire, put se livrer à des excitations qui devaient mener à la grève générale, et, si possible, à l'émeute. Déjà Bâle et Zurich menaçaient d'être contaminés par les éléments étrangers que les gouvernements de ces deux cantons eurent la faiblesse d'y tolérer trop longtemps; mais, contrairement à ce que les meneurs supposaient, les gouvernements n'entendirent pas être les victimes de leurs mesures d'indulgence: la troupe, moralement appuyée par la population, qui avait, de son côté, constitué une garde civique, empêcha toute déprédation. Non seulement les projets des meneurs bâlois et zuricois furent-ils déjoués, mais encore les unions ouvrières des autres cantons, qui ont pu se rendre compte de la véritable exaspération qui règne dans le reste du pays contre ceux qui entravent son activité, se sont-elles refusées à déclencher la grève générale.

Ce nouveau gouvernement saura-t-il éviter les erreurs de celui qui lui précéda? Il semble impossible que les leçons de ces derniers mois ne lui servent pas. La lâcheté — d'aucuns disent la folie — du comte Michel Carolyi avait facilité l'avènement du bolchevisme en Hongrie. Bela Kun avait pu s'emparer du pouvoir avec la double espérance d'être appuyé par des éléments qui se prétendaient écrasés par la dureté des conditions de paix de l'Entente, et par le régime impérial de Lénine.

Or, d'un même coup, ces deux appuis lui firent défaut.

Certains Hongrois, qu'un découragement très réel conduisit à des actes de politique infantine et qui parurent souvent exercer vis-à-vis de l'Entente le chantage au bolchevisme, se persuadèrent qu'à jouer avec le feu on risquait fort de s'y brûler. Ils signifièrent aux terroristes qu'ils avaient cessé de plaire. Quant au tyran moscovite, à la veille de la chute des soviets de Hongrie, sans doute leur donnait-il encore de bonnes paroles, prédisant la révolution mondiale, dont il eût été l'empereur. Mais déjà l'édifice saugrenu imaginé par ce criminel social tremble sur sa base. Des coups assez rudes lui sont portés et tout porte à croire que son régime sanguinaire ne saurait

1920

être les victimes de leurs mesures d'indulgence: la troupe, moralement appuyée par la population, qui avait, de son côté, constitué une garde civique, empêcha toute déprédation. Non seulement les projets des meneurs bâlois et zuricois furent-ils déjoués, mais encore les unions ouvrières des autres cantons, qui ont pu se rendre compte de la véritable exaspération qui règne dans le reste du pays contre ceux qui entravent son activité, se sont-elles refusées à déclencher la grève générale. Il est vrai que le comité du parti socialiste, à l'instar du communiste et anarchiste Bela Kun, ne cède que devant les circonstances, c'est-à-dire devant l'attitude d'un peuple absolument déterminé à ne pas faire le jeu de quelques aigrefins. Le comité se rattrape en lançant des revendications concernant la baisse du prix du lait, la confiscation des stocks de chaussures, de denrées alimentaires et de vêtements, l'abaissement « immédiat » du prix de toutes les denrées importantes, le monopole de l'importation et de l'exportation. Il demande, enfin, que de nouvelles ressources soient trouvées pour

soutenir la construction d'immeubles locatifs.

Il est d'ores et déjà certain que le comité du parti socialiste ne recevra pas satisfaction sur deux objets de son programme : jamais le peuple suisse n'admettra qu'au moment précis où les fabrications vont pouvoir reprendre et la production s'améliorer, la Confédération procède à des réquisitions de chaussures ou de vêtements. Nous ne sommes pas encore au pays de Lénine. Que l'on engage ceux qui auraient des stocks à les écouler avec une diminution sur le gain prévu, rien de plus naturel, mais il serait inadmissible que l'Etat fît sienne une théorie qui tuerait irrémédiablement le commerce et l'industrie dans notre pays.

Il en est de même des prétentions du comité socialiste touchant le monopole de l'importation et de l'exportation : ce n'est pas à l'heure où, pour donner du travail aux ouvriers suisses, des maisons honorablement connues luttent afin d'obtenir des possibilités qui leur furent trop souvent refusées pendant la guerre, qu'il convient de mettre des entraves à celles qui entendent travailler.

Les premières victimes de ces mesures ar-

bitraires seraient, d'ailleurs, ceux auxquels on voudrait faire croire qu'ils sont protégés : nous savons que devant les dernières exigences des ouvriers, plusieurs maisons, qui avaient des commandes leur permettant d'augmenter leurs affaires, y ont spontanément renoncé, se refusant à accroître leur personnel. De nouvelles lisières mises au développement commercial nuiront à tous les employés et commis, qui, du jour au lendemain, se trouveront, comme leurs patrons, à la merci de la bureaucratie.

Le peuple suisse a trop souffert, durant la période de guerre, pour abdiquer aujourd'hui devant les bureaux. Il a salué avec une vive satisfaction la fermeture de plusieurs d'entre eux. Si désireux qu'il soit de voir certaines réformes s'opérer — celle qui concerne le logement est urgente, mais peut se faire sur les bases de la Coopérative d'habitation de Genève — il ne voudra pas compromettre son avenir matériel et moral en cédant devant des menaces.

Le bolchevisme, qui a fait faillite ailleurs, ne pourra pas faire revenir son enseigne en Suisse.

Qu'on se le dise à Olten.

Ed. Ch.